

Un cafouillage politique et commercial

Josée Vincent, *Les tribulations du livre québécois en France (1959-1985)*, Québec, Nuit blanche éditeur, coll. « Études », 1997, 240 p.

Max Roy

Numéro 89, printemps 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/38130ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Productions Valmont

ISSN

0382-084X (imprimé)
1923-239X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Roy, M. (1998). Compte rendu de [Un cafouillage politique et commercial / Josée Vincent, *Les tribulations du livre québécois en France (1959-1985)*, Québec, Nuit blanche éditeur, coll. « Études », 1997, 240 p.] *Lettres québécoises*, (89), 48–48.

Un cafouillage politique et commercial

ESSAI
Max Roy

Pendant 25 ans, les projets collectifs d'exportation de livres québécois en France ont été associés à de faux enjeux...

EXPORTER LE LIVRE QUÉBÉCOIS EN FRANCE, voilà un vieux rêve. Ce fut rarement une chose possible, d'après l'essai de Josée Vincent qui aborde l'histoire de la « diffusion subventionnée » entre 1959 et 1985. L'étude, qui puise à des sources diverses (documents gouvernementaux, mémoires d'associations d'éditeurs, périodiques, entrevues, etc.), porte uniquement sur les projets collectifs de diffusion. Ceux-ci ont invariablement abouti à des échecs. Les buts recherchés étaient peut-être utopiques et les moyens, inappropriés. Selon Vincent, les premiers n'étaient pas strictement commerciaux, bien que l'étroitesse du marché local, véritable obstacle à la croissance voire à la survie de l'édition québécoise, justifiait une expansion hors-frontière. Une autre raison, non moins cruciale pour plusieurs hommes de lettres, tenait à une reconnaissance institutionnelle, c'est-à-dire à une marque d'estime et d'approbation culturelles de la part de la France.

Cette motivation profonde, sorte de vieux réflexe colonial, aurait été à la source de bien des projets et de bien des méprises.

Il faut se reporter à la situation antérieure, ainsi que le suggère l'introduction de l'ouvrage, pour saisir le poids de cette reconnaissance et la frustration des éditeurs québécois. Pour les hommes de lettres, dont les nationalistes, l'importance de la culture française est indéniable et les relations avec la France, souhaitables. Au début du siècle, on témoigne généralement peu d'intérêt, en France, pour la littérature québécoise. Le contexte de la Seconde Guerre transforme radicalement le monde de l'édition. Comme l'ont montré les chercheurs du Groupe de recherche sur l'édition de l'Université de Sherbrooke — auquel est associée Josée Vincent —, « les Québécois détiennent [alors] un quasi-monopole dans le monde de l'édition francophone » (p. 13). À la fin des années quarante, les éditeurs français ont retrouvé leur pleine puissance et l'édition québécoise est en crise. Dix ans plus tard, la situation alarmante oblige les éditeurs à solliciter l'aide financière de l'État.

Josée Vincent rapporte les premières actions du gouvernement du Québec pour soutenir la diffusion du livre à l'étranger. Il y est question notamment de la création du Conseil supérieur du livre et des délégations aux foires internationales du livre, dont surtout celle de Francfort. De 1967 à 1974, le Centre de diffusion du livre canadien-français permet aux éditeurs québécois d'apprivoiser le marché français et même de dépasser les frontières de l'Hexagone. Après sept années d'opération, 65% des livres restent invendus et le ministère des Affaires culturelles cesse de subventionner le centre. Il se consacre alors à la vente de livres universitaires.

À la fin de la décennie soixante-dix, plusieurs éditeurs québécois s'assurent eux-mêmes les services de distributeurs européens. Néanmoins, on réclame encore l'aide de l'État. Le gouvernement provincial, alors

dirigé par le Parti québécois, soutient la création de Québec-Livres, un organisme d'information et de distribution au service des libraires. En 1978, le ministère québécois de l'Industrie et du Commerce finance l'ouverture de la Librairie du Québec à Paris, mais sans l'appui des plus gros éditeurs québécois. Vincent interprète ainsi les faits :

La promotion à l'étranger doit affirmer la réalité d'une culture québécoise à l'opposé d'un biculturalisme canadien. Cette idéologie se manifeste ouvertement dans l'épisode de la Librairie du Québec en 1978 : de la décoration du local aux divers produits exposés, tout porte à croire que le client se retrouve dans une officine gouvernementale. (p. 149)

Faute de fonds et de publicité, la librairie n'atteint jamais ses objectifs. Un an après sa création, elle ressemble à une « simple boutique où l'artisanat l'emporte sur les livres » (p. 143). Commentant l'ouverture d'une nouvelle Librairie du Québec en 1995, l'auteure souhaite qu'elle résiste « à la tentation nationaliste (dans quelque camp que ce soit) pour s'en tenir à des critères commerciaux, et respecter sa vocation culturelle » (p. 163). Elle prévoit que la librairie servira au moins à promouvoir les écrivains québécois, mais elle émet des doutes sur la diffusion du livre édité au Québec et davantage sur celle des « petits éditeurs littéraires ».

L'essai est accompagné d'une chronologie et de plusieurs annexes, incluant une série de tableaux sans commentaire aucun. On insiste beaucoup sur des points de détail dans l'histoire des organismes et même dans les carrières d'individus. Le caractère souvent anecdotique de l'ouvrage n'empêche pas que ressortent les motivations essentielles des éditeurs, des associations professionnelles et des gouvernements. La problématique excluait que l'on s'attardât aux réussites individuelles, qui sont signalées à l'occasion. Par ailleurs, il est peu question de considérations proprement littéraires. Cela s'explique justement par le fait qu'elles ont été évacuées dans les entreprises de diffusion collective. Vincent y trouve une raison de leur échec. En effet, une œuvre littéraire n'est pas un quelconque produit industriel et les règles commerciales communes ne suffisent pas à l'imposer. Le marché du livre, fût-il lucratif, a ses lois propres. Il appert clairement qu'on ne s'est pas préoccupé des besoins, des attentes et des habitudes des lecteurs. L'inexpérience, la naïveté, l'insuffisance de fonds et les lacunes dans les programmes gouvernementaux n'expliquent pas tout. Manifestement, la question de la diffusion du livre québécois a été l'objet d'un affrontement idéologique. Quant à la littérature et à sa reconnaissance...

